

Médiathèque VS Mediathek



1010787472

PC 203

PROJET DE REVISION DE LA CONSTITUTION

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de la Minorité
<p>AU NOM DE DIEU TOUT-PUISSANT !</p> <p>TITRE PREMIER</p> <p>Principes généraux</p> <p>ART. 1^{er}. — Le Valais est une République souveraine dans les limites de la Constitution fédérale et incorporée comme canton à la Confédération suisse.</p> <p>La souveraineté réside dans le peuple.</p> <p>La forme du gouvernement est celle de la démocratie représentative, sous réserve des droits attribués directement au peuple.</p> <p>ART. 2. — La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat.</p> <p>La liberté de croyance et de conscience, le libre exercice des cultes sont garantis dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.</p> <p>ART. 3. — Tous les citoyens sont égaux devant la loi.</p> <p>Il n'y a, en Valais, aucun privilège de lieu, de naissance, de personnes et de famille.</p> <p>ART. 4. — La liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties.</p> <p>Nul ne peut être poursuivi ou arrêté et aucune visite domiciliaire ne peut être faite si ce n'est dans les cas prévus par la loi et avec les formes qu'elle prescrit.</p> <p>ART. 5. — Nul ne peut être distrait de son juge naturel.</p> <p>ART. 6. — La propriété est inviolable.</p>	<p>ART. 1^{er}. — Le Valais est une république démocratique, souveraine dans les limites de la Constitution fédérale, et incorporée comme canton à la Confédération suisse.</p> <p>La souveraineté réside dans le peuple. Elle est exercée directement par les électeurs et indirectement par les autorités constituées.</p> <p>ART. 2. — Comme au projet.</p> <p>ART. 3. — Comme au projet.</p> <p>ART. 4. — Premier al. maintenu.</p> <p>Deuxième alinéa maintenu.</p> <p>L'Etat est tenu d'indemniser équitablement toute personne victime d'une erreur judiciaire ou d'une arrestation illégale.</p> <p>ART. 5. — Comme au projet.</p> <p>ART. 6. — La propriété est inviolable.</p>	<p>Suppression de cet alinéa.</p>

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de la Minorité
<p>Il ne peut être dérogé à ce principe que pour cause d'utilité publique ou dans les cas prévus par la loi, moyennant une juste et préalable indemnité.</p> <p>La loi peut cependant déterminer des cas d'expropriation sans indemnité des terrains bourgeoisiaux et communaux pour cause d'utilité publique.</p> <p>ART. 7. — Aucun bien-fonds ne peut être grevé d'une redevance perpétuelle irrachetable.</p> <p>ART. 8. — La presse est libre. La loi pénale en réprime les abus.</p> <p>ART. 9. — Le droit de pétition est garanti. La loi en règle l'exercice.</p> <p>ART. 10. — Le droit de libre établissement, d'association et de réunion, la liberté du commerce, de l'industrie et des arts sont garantis. L'exercice de ces droits est réglé par la loi dans les limites de la Constitution fédérale.</p> <p>ART. 11. — Tout citoyen est tenu au service militaire. L'application de ce principe est réglée par la législation fédérale et cantonale.</p> <p>ART. 12. — La langue française et la langue allemande sont déclarées nationales.</p> <p>ART. 13. — L'instruction publique est placée sous la direction et la haute surveillance de l'Etat. Il en est de même de l'instruction primaire privée. L'instruction primaire est obligatoire et, dans les écoles publiques, gratuite. La liberté d'enseignement est garantie sous réserve des dispositions légales concernant l'école primaire.</p> <p>ART. 14. — L'Etat encourage et protège l'enseignement professionnel concernant le commerce, l'industrie, l'agriculture et les arts et métiers.</p> <p>ART. 15. — L'Etat protège l'agriculture, l'industrie et le commerce</p>	<p>Il ne peut être dérogé à ce principe que pour cause d'utilité publique, moyennant une juste indemnité et dans les formes prévues par la loi.</p> <p>La loi peut cependant, pour cause d'utilité publique, déterminer des cas d'expropriation sans indemnité, des terrains bourgeoisiaux et communaux.</p> <p>ART. 7. — Comme au projet.</p> <p>ART. 8. — La liberté de manifester son opinion verbalement ou par écrit, ainsi que la liberté de la presse, sont garanties. La loi en réprime les abus.</p> <p>ART. 9. — Comme au projet.</p> <p>ART. 10. — Le droit de libre établissement, d'association et de réunion, le libre exercice des professions libérales, la liberté du commerce et de l'industrie sont garantis. L'exercice de ces droits est réglé par la loi dans les limites de la constitution fédérale.</p> <p>ART. 11. — Comme au projet.</p> <p>ART. 12. — Alinéa 1 maintenu. L'égalité de traitement entre les deux langues doit être appliquée dans la législation et dans l'administration.</p> <p>ART. 13. — L'instruction publique et l'instruction primaire privée sont placées sous la direction et la haute surveillance de l'Etat. L'instruction primaire est obligatoire; elle est gratuite dans les écoles publiques. La liberté d'enseignement est garantie sous réserve des dispositions légales.</p> <p>ART. 14. — L'Etat encourage et subventionne dans la mesure de ses ressources financières: 1° L'agriculture, l'industrie, le commerce et en général toutes les branches de l'économie publique intéressant le canton;</p>	



61/2226

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de la Minorité
<p>et en général toutes les branches de l'économie publique intéressant le canton.</p> <p>ART. 16. — L'Etat subventionne, dans la mesure de ses ressources, l'élevage du bétail, l'industrie laitière, la viticulture, l'arboriculture, les améliorations du sol et la sylviculture.</p> <p>ART. 17. — L'Etat organise l'assurance du bétail. Il pourra créer et organiser l'assurance obligatoire mobilière et immobilière contre l'incendie.</p> <p>ART. 18. — L'Etat favorise le développement du réseau des routes et les autres moyens de communication.</p> <p>ART. 19. — L'Etat fonde ou soutient par des subsides, les institutions de bienfaisance et d'éducation de l'enfance malheureuse. Il peut encourager des institutions privées qui, par la prévoyance ou la bienfaisance, poursuivent le même but que l'assistance légale.</p> <p>ART. 20. — L'Etat pourra fonder une clinique chirurgicale cantonale et favoriser l'établissement d'hôpitaux et d'infirmières de district ou d'arrondissement.</p> <p>ART. 21. — La participation financière de l'Etat, dans les cas prévus aux articles 15, 16, 17, 18, 19 et 20 sera déterminée par des lois spéciales.</p> <p>ART. 22. — Tout fonctionnaire public est responsable de sa gestion.</p> <p>Toute personne chargée de la perception des deniers publics est tenue, avant d'entrer en fonction, de fournir un cautionnement dont le montant sera déterminé par une loi.</p> <p>ART. 23. — Les dépenses de l'Etat sont couvertes:</p>	<p>2° L'enseignement professionnel concernant le commerce, l'industrie, l'agriculture et les arts et métiers;</p> <p>3° L'élevage du bétail, l'industrie laitière, la viticulture, l'arboriculture, l'économie alpestre, l'amélioration du sol, la sylviculture et les syndicats agricoles ou professionnels.</p> <p>ART. 15. — L'Etat organise et subventionne l'assurance du bétail.</p> <p>Il pourra créer et organiser l'assurance obligatoire mobilière et immobilière contre l'incendie.</p> <p>ART. 16. — Comme au projet.</p> <p>ART. 17. — L'Etat fonde ou soutient par des subsides les établissements d'éducation pour l'enfance malheureuse et les institutions de bienfaisance.</p> <p>ART. 18. — L'Etat devra fonder une clinique chirurgicale cantonale et favoriser l'établissement d'hôpitaux, de cliniques et d'infirmières de district ou d'arrondissement.</p> <p>Il pourra aussi créer un hôpital cantonal.</p> <p>ART. 19. — La participation financière de l'Etat dans les cas prévus aux art. 14, 15, 16, 17 et 18, sera réglée par des lois spéciales.</p> <p>ART. 20. — Les autorités et les fonctionnaires publics sont responsables des actes qu'ils accomplissent dans l'exercice de leurs fonctions.</p> <p>La responsabilité subsidiaire de l'Etat est réservée à l'égard des fonctionnaires nommés par lui.</p> <p>La loi détermine les fonctionnaires qui doivent fournir un cautionnement.</p> <p>ART. 21 (nouveau). — Le fonctionnaire ou l'employé public ne peut être destitué ou révoqué qu'après avoir été entendu et sur décision motivée de l'autorité qui l'a nommé.</p> <p>ART. 22. — Comme au projet.</p>	<p>Il étudiera la question de l'assurance obligatoire mobilière et immobilière contre l'incendie. Il encouragera et subventionnera la couverture dure.</p>

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de la Minorité
<p>a) par les revenus de la fortune publique;</p> <p>b) par le produit des régales,</p> <p>c) par les droits du fisc et les revenus divers;</p> <p>d) par les indemnités, subventions et répartitions fédérales;</p> <p>e) par les impôts.</p> <p>ART. 24. — Le taux de l'impôt sur le capital et le revenu est de un et demi pour mille, dont le demi pour mille au moins sera affecté à l'amortissement.</p> <p>ART. 25. — L'amortissement de la dette publique est déclaré obligatoire et sera opéré par annuités régulières, et fera l'objet d'une comptabilité spéciale.</p> <p>TITRE II</p> <p>Division du Canton</p> <p>ART. 26. — Le canton est divisé en districts.</p> <p>Les districts sont composés de communes.</p> <p>Le Grand Conseil peut, par une loi, modifier le nombre et la circonscription des districts et par un décret ceux des communes, les intéressés entendus.</p> <p>Il en désigne également les chefs-lieux.</p> <p>ART. 27. — Sion est le chef-lieu du Canton et le siège du Grand Conseil, du Conseil d'Etat et de la Cour d'Appel et de Cassation. Ces corps peuvent toutefois siéger ailleurs si des circonstances graves l'exigent.</p> <p>TITRE III</p> <p>Etat politique des citoyens</p> <p>ART. 28. — Sont Valaisans:</p> <ol style="list-style-type: none">1. Les bourgeois par droit de naissance d'une commune du canton;2. Ceux à qui la naturalisation a été conférée par la loi ou le Grand Conseil.	<p>ART. 23. — Le taux de l'impôt sur le capital et le revenu est de un et demi pour mille dont le quart pour mille au moins sera affecté à l'amortissement.</p> <p>ART. 24. — L'amortissement de la dette publique est déclaré obligatoire et sera opéré par annuités régulières.</p> <p>ART. 25. — Comme au projet.</p> <p>ART. 26. — Sion est le chef-lieu du canton et le siège du Grand Conseil, du Conseil d'Etat et du Tribunal cantonal. Ces corps peuvent toutefois siéger ailleurs si des circonstances graves l'exigent.</p> <p>Le décret du 1^{er} décembre 1882 détermine les prestations du chef-lieu.</p> <p>Lors de la création d'établissements cantonaux on doit tenir compte des diverses parties du canton.</p>	

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de Minorité
<p>Lorsque la naturalisation est conférée par le Grand Conseil, le postulant doit, pour que sa demande puisse être prise en considération, produire une déclaration constatant qu'un droit de bourgeoisie lui est assuré dans une commune du canton et remplir les autres conditions fixées par la loi sur la naturalisation.</p> <p>ART. 29. — Tout citoyen du canton peut acquérir le droit de bourgeoisie dans une autre commune aux conditions fixées par la loi.</p> <p>TITRE IV</p> <p>Exercice des droits réservés au peuple</p> <p>ART. 30. — Sont soumis à la votation du peuple:</p> <ol style="list-style-type: none">1. La revision totale ou partielle de la Constitution;2. Les concordats, les conventions, les traités rentrant dans la compétence cantonale;3. Les lois et décrets élaborés par le Grand Conseil. <p>Sont exceptés:</p> <ol style="list-style-type: none">a) Les décrets ayant un caractère d'urgence et n'étant pas d'une portée générale et permanente;b) les dispositions législatives, pour autant qu'elles sont nécessaires pour assurer l'exécution des lois fédérales. <ol style="list-style-type: none">4. Toute décision du Grand Conseil entraînant une dépense extraordinaire de 60,000 fr. ou pendant le terme de trois ans, une dépense moyenne de 20,000 fr., si ces dépenses ne peuvent être couvertes par les recettes ordinaires du budget;5. Toute élévation de l'impôt sur le capital et le revenu fixé à l'art. 24, à moins qu'elle ne soit rendue nécessaire par les contributions extraordinaires que la Confédération peut imposer aux cantons en vertu de l'art. 42 de la Constitution fédérale. <p>ART. 31. — Le peuple peut, par voie d'initiative, demander l'élaboration d'une loi nouvelle ou la modification d'une loi déjà entrée en vigueur depuis quatre ans au moins.</p>	<p>La législation fédérale prévue à l'art. 44 de la Constitution fédérale est réservée.</p> <p>ART. 28. — Comme au projet.</p> <p>Exercice des droits populaires</p> <p>ART. 29. — Comme au projet sauf ce qui suit:</p> <p>Sont exceptés:</p> <ol style="list-style-type: none">a) Les décrets ayant un caractère d'urgence et ceux n'étant pas d'une portée générale.b) Comme au projet. <ol style="list-style-type: none">4. Toute décision du Grand Conseil entraînant une dépense extraordinaire de 100,000 fr., ou pendant le terme de trois ans une dépense moyenne de 35,000 fr., si ces dépenses ne peuvent être couvertes par les recettes ordinaires du budget.5. Comme au projet, sauf remplacer l'art. 24 par l'art. 23. <p>ART. 30. — Le peuple peut par voie d'initiative:</p> <ol style="list-style-type: none">a) demander au Grand Conseil l'élaboration d'une loi nouvelle ou la modification d'une loi	<p>ART. 30. — Le peuple peut, par voie d'initiative:</p> <ol style="list-style-type: none">a) demander au Grand Conseil l'élaboration d'une loi nouvelle ou la modification d'une loi

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de Minorité
<p>Il peut également, de la même manière, présenter un projet de loi rédigé de toutes pièces.</p> <p>Dans l'un et l'autre cas, la demande doit être appuyée, dans la forme prévue à l'art. 106, par la signature de cinq mille citoyens jouissant de leur droit de vote.</p> <p>ART. 32. — Lorsque la demande est conçue en termes généraux, le Grand Conseil, s'il l'approuve, procédera à l'élaboration du projet dans le sens indiqué par les pétitionnaires, et la loi nouvelle ou modifiée sera soumise au vote du peuple.</p> <p>Si, au contraire, il ne l'approuve pas, l'initiative sera soumise à l'adoption ou au rejet du peuple; le Grand Conseil pourra motiver sa décision devant le peuple.</p> <p>Si la majorité des votants se prononce pour l'affirmative, le Grand Conseil procédera comme il est dit au premier paragraphe du présent article.</p> <p>ART. 33. — Si la demande revêt la forme d'un projet rédigé de toutes pièces, ce projet sera soumis tel quel à la votation populaire, lorsque le Grand Conseil lui donne son approbation. Dans le cas contraire, celui-ci pourra élaborer un projet distinct ou recommander au peuple le rejet pur et simple du projet proposé.</p> <p>Le contre-projet ou la proposition de rejet sera soumis à la votation, en même temps que le projet émané de l'initiative populaire.</p> <p>ART. 34. — Dans la règle, le Conseil d'Etat fixe, chaque année, dans le courant du mois de décembre, un jour où le peuple sera appelé à se prononcer simultanément sur les lois et décrets votés par le Grand Conseil ou émanant de l'initiative populaire.</p>	<p>déjà entrée en vigueur depuis quatre ans au moins;</p> <p>b) présenter un projet de loi rédigé de toutes pièces.</p> <p>Dans l'un et l'autre cas, la demande doit être appuyée dans la forme prévue à l'art. 106, par la signature de 4000 citoyens jouissant de leur droit de vote.</p> <p>ART. 31. — Lorsque la demande est conçue en termes généraux, le Grand Conseil, s'il l'approuve, procédera à l'élaboration du projet dans le sens indiqué par les pétitionnaires et la loi nouvelle ou modifiée sera soumise au vote du peuple.</p> <p>2^{me} alinéa maintenu.</p> <p>3^{me} alinéa maintenu.</p> <p>ART. 32. — Comme au projet.</p> <p>ART. 33. — 1^{er} alinéa maintenu.</p> <p>La loi règle le mode de votation</p>	<p>cation d'une loi déjà entrée en vigueur depuis deux ans au moins.</p> <p>ART. 32^{bis}. — Lorsqu'une demande d'initiative doit entraîner de nouvelles dépenses, qui ne peuvent pas être couvertes par les recettes ordinaires de l'Etat, le peuple doit également se prononcer sur les nouvelles ressources à créer.</p>

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de Minorité
<p>TITRE V</p> <p>Pouvoirs publics</p> <p>ART. 35. — Les pouvoirs publics sont :</p> <p>Le pouvoir législatif ;</p> <p>Le pouvoir exécutif et administratif ;</p> <p>Le pouvoir judiciaire.</p> <p>CHAPITRE I.</p> <p><i>Pouvoir législatif</i></p> <p>ART. 36. — Le pouvoir législatif est exercé par le Grand Conseil sous réserve des droits attribués au peuple par les art. 30 et suivants.</p> <p>ART. 37. — Le Grand Conseil s'assemble de plein droit, en session ordinaire le troisième lundi de mai et le troisième lundi de novembre.</p> <p>Il se réunit en session extraordinaire :</p> <p>a) ensuite de décision du Grand Conseil lui-même ;</p> <p>b) à l'invitation du Conseil d'Etat ;</p> <p>c) à la demande écrite et motivée de 20 députés au moins.</p> <p>ART. 38. — Chaque session ordinaire est de treize jours continus, au plus ; elle pourra toutefois être prolongée dans les cas d'intérêt majeur. Le Grand Conseil en délibère.</p> <p>ART. 39. — Les séances du Grand Conseil sont publiques. Le huis clos peut toutefois être prononcé lorsque les circonstances l'exigent.</p> <p>ART. 40. — Les délibérations du Grand Conseil se prennent à la majorité absolue.</p> <p>L'Assemblée ne peut délibérer qu'autant que les députés présents forment la majorité absolue de la totalité de ses membres.</p> <p>ART. 41. — Le Grand Conseil nomme dans son sein, à la première ses-</p>	<p>ART. 34. — Comme au projet.</p> <p>ART. 35. — Comme au projet, sauf remplacer art. 30 et suivants par art. 29 et suivants.</p> <p>ART. 36. — Le Grand Conseil s'assemble de plein droit :</p> <p>a) en session constitutive le troisième lundi qui suit son renouvellement intégral ;</p> <p>b) en session ordinaire le deuxième lundi de mai et le deuxième lundi de novembre de chaque année.</p> <p>ART. 37. — Comme au projet.</p> <p>ART. 38. — Comme au projet.</p> <p>ART. 39. — Comme au projet.</p> <p>ART. 40. — Le Grand Conseil nomme dans son sein, à la session</p>	

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de Minorité
<p>sion ordinaire de chaque année, son président, deux vice-présidents, deux secrétaires, dont l'un pour la langue française et l'autre pour la langue allemande, et deux scrutateurs.</p> <p>ART. 42. — Le Grand Conseil élit, dans la première session ordinaire de chaque législature, le Conseil d'Etat et la Cour d'Appel et de Cassation.</p> <p>ART. 43. — Le Grand Conseil a les attributions suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none">1. Il vérifie les pouvoirs de ses membres et prononce sur la validité de leur élection;2. Il accepte, amende ou rejette les projets de loi ou de décret présentés par le Conseil d'Etat. En cas d'initiative populaire, il procède conformément à ce qui est dit aux art. 32 et 33;3. Il exerce le droit d'amnistie, le droit de grâce et de commutation de peine;4. Il accorde la naturalisation;5. Il examine la gestion du Conseil d'Etat et délibère sur son approbation; Il peut en tout temps demander compte au pouvoir exécutif d'un acte de son administration.6. Il fixe le budget, examine et arrête les comptes de l'Etat, ainsi que l'inventaire de la fortune publique; Le budget et les comptes sont rendus publics; le règlement fixe le mode de cette publication;7. Il nomme aux dignités et bénéfices ecclésiastiques dont la repourvue appartient à l'Etat;8. Il nomme, à chaque session de mai, le président et le vice-président du Conseil d'Etat, le président et le vice-président de la Cour d'Appel et de Cassation;9. Il nomme, tous les deux ans, à la session de mai, les membres au Conseil des Etats.	<p>constitutive et à la première session ordinaire des années suivantes, etc., comme au projet.</p> <p>ART. 41. — Le Grand Conseil élit dans la première session ordinaire de chaque législature le Conseil d'Etat et le Tribunal cantonal.</p> <p>2. Maintenu sauf remplacer les art. 32 et 33 par les art. 31 et 32.</p> <p>8. Maintenu sauf <i>Tribunal cantonal</i> au lieu de <i>Cour d'Appel</i>.</p>	<p>Nomination du Conseil d'Etat par le peuple.</p> <p>Nomination du Conseil des Etats par le peuple.</p> <p>Il nomme deux Conseils de l'instruction publique, dont un pour la partie française et l'autre pour la partie allemande du canton; il nomme les délégués au Conseil d'administration d'aménagement des chemins de fer fédéraux.</p>

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de Minorité
<p>10. Il conclut les traités avec les cantons et avec les Etats étrangers, dans les limites de la Constitution fédérale, sauf ratification par le peuple;</p> <p>11. Il accorde les concessions de mines;</p> <p>12. Il fixe le traitement des fonctionnaires publics et alloue la somme nécessaire pour celui des employés de l'Etat;</p> <p>13. Il autorise l'acquisition d'immeubles, l'aliénation ou hypothèque des propriétés nationales et les emprunts pour le compte de l'Etat;</p> <p>14. Il exerce la souveraineté en tout ce que la Constitution ne réserve pas au peuple ou n'attribue pas à un autre pouvoir.</p> <p>ART. 44. — Le Grand Conseil peut inviter le Conseil d'Etat à préparer un projet de loi ou de décret, et fixer le terme pour la présentation du projet demandé.</p> <p>Si l'urgence d'un décret est déclarée, le Conseil d'Etat doit le présenter dans la même session.</p> <p>ART. 45. — Les projets de loi et de décret sont discutés en deux débats et en deux sessions ordinaires.</p> <p>Si l'urgence d'un décret est déclarée, le second débat a lieu dans la même session.</p> <p>ART. 46. — Les députés doivent voter pour le bien général, d'après leur conviction, sans qu'ils puissent être liés par des instructions.</p> <p>ART. 47. — Hors le cas de flagrant délit, les membres du Grand Conseil ne peuvent être arrêtés ni poursuivis, pendant les sessions, sans l'autorisation de ce Corps.</p>	<p>10. Il nomme, sur la proposition du Conseil d'Etat, les officiers d'un grade supérieur à celui de capitaine.</p> <p>11. Chiffre 10 du projet du Conseil d'Etat.</p> <p>12. Chiffre 11 du projet.</p> <p>13. Chiffre 12 du projet.</p> <p>14. Chiffre 13 du projet.</p> <p>15. Chiffre 14 du projet.</p> <p>16. Il exerce les droits réservés au canton par les art. 86, 89 et 93 de la Constitution fédérale.</p> <p>ART. 43. — Comme au projet.</p> <p>ART. 44. — Comme au projet.</p> <p>ART. 45. — Comme au projet.</p> <p>ART. 46. — 1^{er} alinéa maintenu.</p> <p>Les membres du Grand Conseil ne peuvent être poursuivis à raison des discours qu'ils prononcent en séance.</p> <p>Ils n'en sont responsables que vis-à-vis de l'Assemblée.</p>	<p>Suppression.</p>

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de Minorité
<p>ART. 56. — Il ne pourra siéger plus d'un membre du Conseil d'Etat dans les Chambres fédérales.</p> <p>ART. — 57. — Pour l'expédition des affaires, le Conseil d'Etat se divise en Départements.</p> <p>Un règlement approuvé par le Grand Conseil fixe le nombre des départements et en précise les attributions.</p> <p>ART. 58 — Le gouvernement a, dans chaque district, pour l'exécution des lois et le service de l'administration, un représentant sous le nom de préfet, et un préfet-substitut. Les attributions du préfet sont déterminées par la loi.</p> <p>CHAPITRE III.</p> <p><i>Pouvoir judiciaire</i></p> <p>ART. 59. — Le pouvoir judiciaire est indépendant.</p> <p>Aucun employé de l'Etat révocable par le gouvernement ne peut remplir les fonctions de juge à la Cour d'Appel ou de juge d'un Tribunal d'arrondissement.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux suppléants.</p> <p>ART. 60. — Il y a par commune ou par cercle un juge et un juge-substitut;</p> <p>Par arrondissement un tribunal au civil, au correctionnel et au criminel;</p> <p>Et pour le Canton, une Cour d'Appel et de Cassation.</p> <p>ART. 61. — Le nombre des arrondissements, la compétence des juges et des tribunaux, la nomination et le mode de rétribution ainsi que l'incompatibilité entre les fonctions judiciaires et d'autres fonctions sont déterminées par la loi sur l'organisation judiciaire.</p> <p>Il ne peut y avoir plus de quatre tribunaux d'arrondissement.</p>	<p>ART. 55. — Comme au projet.</p> <p>ART. 56. — Comme au projet.</p> <p>ART. 57. — Comme au projet.</p> <p>Remplacer <i>Cour d'Appel</i> par <i>Tribunal cantonal</i>.</p> <p>ART. 59 (nouveau): <i>préambule</i> Le Tribunal cantonal rend annuellement au Grand Conseil, par l'organe du Conseil d'Etat, un <i>rapport</i> compte général de toutes les parties de l'administration judiciaire.</p> <p>Remplacer <i>Cour d'Appel</i> par <i>Tribunal cantonal</i>.</p> <p>Les juges du Tribunal cantonal doivent connaître les deux langues.</p> <p>ART. 61. — Le nombre des arrondissements, la composition et la compétence des tribunaux, la nomination (comme au projet) sont déterminés par la loi.</p>	

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de Minorité
<p>Les juges de cercle ou de commune et leurs substituts sont nommés par les électeurs du cercle ou de la commune.</p> <p>Le vote a lieu dans chaque commune.</p> <p>Pour la formation des cercles, on tient compte de la population des communes et de leur situation topographique.</p> <p>ART. 62. — Il y a un Tribunal du Contentieux de l'administration et une Cour chargée de statuer sur les conflits de compétence entre le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire.</p> <p>Cette Cour et ce Tribunal sont organisés par des lois spéciales.</p> <p>TITRE VI</p> <p>Régime de district et de commune</p> <p>CHAPITRE I.</p> <p><i>Conseil de district</i></p> <p>ART. 63. — Il y a dans chaque district un Conseil de district nommé pour quatre ans.</p> <p>Le Conseil de la commune nomme ses délégués au Conseil de district, à raison d'un sur trois cents âmes de population.</p> <p>La fraction de 151 compte pour l'entier.</p> <p>Chaque commune a un délégué quelle que soit sa population.</p> <p>Le Conseil du district est présidé par le Préfet du district ou son substitut.</p> <p>ART. 64. — Le Conseil veille aux intérêts du district, en règle les comptes et répartit entre les communes les charges que le district est appelé à supporter.</p> <p>Il prend annuellement connaissance du compte-rendu de l'administration financière de l'Etat.</p> <p>ART. 65. — La loi détermine l'organisation et les attributions ultérieures de ce conseil.</p>	<p>ART. 62 (nouveau). Il pourra être institué, par voie législative, un tribunal de commerce et un ou plusieurs tribunaux de prudhommes.</p> <p>ART. 63. — Comme au projet.</p> <p>ART. 64. — Comme au projet.</p> <p>ART. 65. — Le Conseil règle les comptes du district et répartit entre les communes les charges qu'il est appelé à supporter.</p> <p>2^{me} alinéa comme au projet.</p> <p>Il veille spécialement au développement économique et au commerce des produits agricoles du district.</p> <p>ART. 66. — Comme au projet.</p>	

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de Minorité
<p>CHAPITRE II.</p> <p><i>Régime communal</i></p> <p>ART. 66. — Il y a dans chaque commune:</p> <ol style="list-style-type: none">1. Une Assemblée primaire;2. Un Conseil de commune (municipalité);3. Une Assemblée des bourgeois. <p>Si le nombre des non-bourgeois forme le tiers de l'Assemblée primaire, ou si le Conseil communal est composé de la moitié de non-bourgeois, l'Assemblée des bourgeois a le droit de demander la formation d'un Conseil séparé.</p> <p>ART. 67. — Les avoirs bourgeoisiaux qui, antérieurement à l'organisation de la commune municipale, étaient affectés au service public, et qui ont passé à la municipalité, sont déterminés par la loi du 27 novembre 1877.</p> <p>ART. 68. — L'Assemblée primaire se compose:</p> <ol style="list-style-type: none">1. des bourgeois;2. des Valaisans et des Suisses ayant le droit de voter en vertu de la législation fédérale. <p>ART. 69. — L'Assemblée primaire nomme le Conseil communal et, éventuellement, le Conseil général, le président et le vice-président de la commune.</p> <p>ART. 70. — L'Assemblée bourgeoisiale se compose exclusivement des bourgeois; elle nomme, s'il y a lieu, ses conseillers dont elle fixe le nombre, le président et le vice-président, et délibère sur la réception de nouveaux bourgeois.</p> <p>ART. 71. — Ces Assemblées délibèrent, chacune en ce qui la concerne, sur les règlements de police ou relatifs à la jouissance de leurs avoirs ou autres règlements locaux; sur l'aliénation ou l'hypothèque de leurs biens et sur les procès en appel. Elles prennent annuellement connaissance des comptes, approuvent le budget et la gestion du Conseil.</p>	<p>Si le nombre des non-bourgeois forme la moitié de l'Assemblée primaire ou..... (comme au projet).</p> <p>ART. 68. — Comme au projet, sauf suppression des mots « du 27 novembre 1877 ».</p> <p>ART. 69. — Comme au projet.</p> <p>ART. 70. — L'Assemblée primaire nomme le Conseil communal, le président et le vice-président de la commune et éventuellement le Conseil général.</p> <p>ART. 71. — L'Assemblée bourgeoisiale se compose exclusivement des bourgeois.</p> <p>Elle fixe éventuellement le nombre des membres du Conseil, procède à leur nomination, ainsi qu'à celle du président et du vice-président.</p> <p>Elle délibère dans les limites de la loi, sur la réception de nouveaux bourgeois.</p> <p>ART. 72. — Comme au projet, sauf la dernière phrase:</p> <p>Elles prennent annuellement connaissance du budget, des comptes et de la gestion du Conseil.</p>	<p>Suppression du Conseil général.</p>

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de Minorité
<p>ART. 72. — Le Conseil de la commune se compose de trois membres au moins et de quinze au plus.</p> <p>Il pourvoit à l'administration générale de la commune, il fait les règlements locaux et en procure l'exécution; il nomme ses employés, fixe le budget des recettes et des dépenses, arrête les comptes et répartit les charges publiques.</p> <p>ART. 73. — Dans les communes de plus de mille âmes de population, l'Assemblée primaire peut déléguer ses pouvoirs à un Conseil général qu'elle nomme en même temps que le Conseil communal.</p> <p>ART. 74. — Le Conseil général se compose de trente membres pour les communes de moins de 1500 âmes de population et, pour les communes plus populeuses, de 1 membre en sus par 150 âmes.</p> <p>Il a dix suppléants qui sont appelés, d'après leur rang de nomination, à siéger au cas où une vacance viendrait à se produire parmi les membres du Conseil.</p> <p>ART. 75. — Le Conseil général est nommé pour une période de quatre ans; il se constitue lui-même et nomme chaque année son président, son vice-président et son secrétaire.</p> <p>ART. 76. — Le Conseil général remplace l'Assemblée primaire et en exerce toutes les attributions, sauf en ce qui concerne les votations et les nominations que la loi confère à l'Assemblée primaire.</p> <p>ART. 77. — Le Conseil de bourgeoisie se compose de trois membres au moins et de sept au plus. Il veille aux intérêts de la bourgeoisie; il en administre les biens, propose à l'Assemblée le règlement sur la jouissance des avoirs bourgeoisiaux et rend annuellement compte de sa gestion.</p> <p>ART. 78. — Dans les localités où il n'y a pas de Conseil bourgeoisial, le Conseil de la commune en remplit les fonctions.</p> <p>ART. 79. — Dans les communes comptant 400 votants, qui possèdent déjà des sections et dont la population n'est pas agglomérée, les Assemblées primaires et bourgeoisiales peuvent voter par sections.</p>	<p>Il pourvoit à l'administration générale de la commune; il élabore et fait exécuter les règlements locaux; il nomme ses employés, fixe le budget des recettes et des dépenses, arrête les comptes et répartit les charges publiques.</p> <p>ART. 74. — Comme au projet.</p> <p>ART. 75. — Le Conseil général se compose de 30 membres pour les communes de 1000 âmes de population, et, pour les communes plus populeuses de 1 membre en sus par 150 âmes.</p> <p>2^{me} alinéa supprimé.</p> <p>ART. 76. — Comme au projet.</p> <p>ART. 77. — Le Conseil général prend annuellement connaissance des comptes, fixe le budget et approuve la gestion du Conseil municipal.</p> <p>Il exerce toutes les attributions de l'Assemblée primaire, sauf en ce qui concerne les votations et les nominations que la loi confère à l'Assemblée primaire.</p> <p>ART. 78. — Comme au projet.</p> <p>ART. 79. — Comme au projet.</p> <p>ART. 80. — Comme au projet, sauf le mot <i>rotant</i> remplacé par le mot <i>électeur</i>.</p>	

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de Minorité
<p>ART. 80. — L'organisation et les autres attributions de ces divers Conseils sont déterminées par la loi.</p> <p>ART. 81. — Le Conseil d'Etat exerce la surveillance sur l'administration des communes et des bourgeoises.</p> <p>Les règlements émanant des administrations communales et bourgeoises sont soumis à son approbation.</p> <p>Il intervient aussi lorsqu'il y a réclamation de la part d'un ou de plusieurs intéressés.</p> <p>ART. 82. — Les communes et les bourgeoises doivent soumettre à l'approbation du Conseil d'Etat tous projets de vente, d'échange, de partage d'immeubles, d'aliénation de capitaux, d'emprunts et de concession ou transfert de forces hydrauliques.</p> <p>TITRE VII</p> <p>Mode d'élection, conditions d'éligibilité, durée des fonctions publiques</p> <p>ART. 83. — Les députés et les suppléants au Grand Conseil sont nommés pour chaque district directement par le peuple, à raison d'un député et d'un suppléant sur 1200 âmes de population.</p> <p>La fraction de 601 compte pour 1200.</p> <p>La votation du peuple a lieu dans les communes.</p> <p>Dans la règle, l'élection se fait par district; exceptionnellement elle se fait par cercle.</p> <p>L'élection par cercle n'aura lieu qu'à la demande d'une ou de plusieurs communes du même district présentant le quotient nécessaire. La fraction profite au district. Toutefois, lorsque la fraction du cercle est plus forte que celle du district, l'élection du député auquel cette fraction donne droit, se fera par le district et le cercle réunis.</p> <p>ART. 84. — Le Grand Conseil, le Conseil d'Etat, les fonctionnaires</p>	<p>ART. 81. — Comme au projet.</p> <p>ART. 82. — Comme au projet.</p> <p>ART. 83. — Comme au projet.</p> <p>ART. 84. — Les députés au Grand Conseil sont nommés pour chaque district directement par le peuple, à raison d'un député sur 1000 âmes de population. La fraction de 501 compte pour 1000.</p> <p>Comme au projet sauf la finale modifiée comme suit:</p> <p>En général le cercle ne profite pas de la fraction.</p> <p>Toutefois, lorsqu'un district n'atteint la fraction de 501 que par l'appoint de la fraction du cercle, l'élection du député attribué à la fraction a lieu par le district et le cercle réunis.</p> <p>ART. 85. — Comme au projet.</p>	<p>Nomination des députés d'après le système de la représentation proportionnelle.</p> <p>Maintien des suppléants.</p>

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de Minorité
<p>de l'ordre judiciaire, les municipalités et les Conseils bourgeoisiaux sont nommés pour une période de quatre ans.</p> <p>Le président et le vice-président du Conseil d'Etat sont soumis à la réélection toutes les années. Le président n'est pas immédiatement rééligible.</p> <p>ART. 85. — La nomination des membres et des suppléants du Grand Conseil a lieu le premier dimanche de mars, pour chaque renouvellement de législature.</p> <p>Le rang des suppléants est déterminé par l'ordre de leur nomination, s'ils sont élus en plusieurs scrutins; entre ceux élus au même scrutin, par le nombre de suffrages obtenus.</p> <p>Le Grand Conseil élu entre en fonctions à l'ouverture de la session de mai qui suit son élection.</p> <p>ART. 86. — Les élections municipales et bourgeoisiales ont lieu tous les quatre ans, le second dimanche de décembre. Dans la règle elles ont lieu à la majorité absolue et au scrutin de liste. Toutefois, la représentation des minorités sera, à titre facultatif, assurée par la loi électorale au moyen du vote limité ou du vote proportionnel. Les formes de la demande à introduire à cet effet et le mode de votation seront déterminés par la loi.</p> <p>Les autorités communales entrent en fonctions le premier jour de l'année qui suit leur élection.</p> <p>S'il y a plainte, le Conseil d'Etat décide quelles sont les autorités qui doivent fonctionner jusqu'au jugement à intervenir.</p> <p>ART. 87. — Le citoyen peut exercer ses droits politiques à l'âge de vingt ans révolus.</p> <p>Tout électeur est éligible aux fonctions publiques.</p> <p>ART. 88. — Nul ne peut voter dans deux communes.</p> <p>ART. 89. — Il y a incompatibilité entre les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques.</p> <p>ART. 90. — Ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Père et fils; 2. Beau-père et gendre ou beau-fils; 	<p>ART. 86. — La nomination des membres du Grand Conseil a lieu le premier dimanche de mars pour chaque renouvellement de législature.</p> <p>2^{me} alinéa supprimé.</p> <p>Le Grand Conseil nouvellement élu entre en fonction à l'ouverture de la session constitutive qui suit sa nomination.</p> <p>ART. 87. — Comme au projet, sauf remplacer les mots <i>le second dimanche de décembre</i> par ceux <i>le premier dimanche de décembre</i>.</p> <p>ART. 88. — Comme au projet.</p> <p>ART. 89. — Comme au projet.</p> <p>ART. 90. — Les fonctions ecclésiastiques paroissiales sont incompatibles avec les fonctions communales conférées par l'Assemblée primaire.</p> <p>ART. 91. — Ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Père et fils; 2. Beau-père et gendre; Beau-père et beau-fils; 	<p>Suppression de cet article.</p>

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de Minorité
<p>3. Frères germains, consanguins ou utérins;</p> <p>4. Beaux-frères par simple affinité.</p> <p>5. Oncle et neveu par consanguinité.</p> <p>Ces incompatibilités sont aussi applicables aux Conseils des communes et des bourgeois, ainsi qu'aux tribunaux et aux greffiers.</p> <p>ART. 91. — Les cas d'exclusion du droit de vote et du droit d'éligibilité sont déterminés par la législation fédérale et cantonale.</p> <p>ART. 92. — Le préfet ne peut remplir des fonctions de l'ordre judiciaire.</p> <p>ART. 93. — Ne peuvent être cumulées sur la même personne deux places de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif dont l'une serait subordonnée à l'autre.</p> <p>ART. 94. — Nul ne peut être en même temps président et juge de la même commune.</p> <p>ART. 95. — Nul ne peut en même temps faire partie des administrations municipale et bourgeoisiale de la même commune.</p> <p>ART. 96. — Les avocats patentés ne peuvent faire partie des tribunaux, ni plaider devant un tribunal dont ils tiennent le greffe.</p> <p>ART. 97. — La loi peut déterminer d'autres cas d'incompatibilité, ainsi que l'interdiction du cumul de certaines fonctions.</p> <p>ART. 98. — Les incompatibilités établies dans la présente Constitution ne sont pas applicables aux substituts ou suppléants des fonctionnaires qu'elles concernent.</p> <p>TITRE VIII</p> <p>Dispositions générales et mode de revision</p> <p>ART. 99. — Le pouvoir exécutif pourvoit à la promulgation des lois et des décrets et fixe le jour de la mise à exécution, à moins que le Grand Conseil ne le fixe lui-même.</p>	<p>3. Frères germains, consanguins ou utérins;</p> <p>4. Beaux-frères par simple affinité;</p> <p>5. Oncle et neveu par consanguinité.</p> <p>Ces incompatibilités sont aussi applicables aux Conseils communaux et bourgeoisiaux ainsi qu'aux tribunaux et aux greffiers.</p> <p>Les incompatibilités prévues aux chiffres 1 et 2 sont applicables au Conseil général.</p> <p>ART. 92. — Comme au projet.</p> <p>ART. 93. — Comme au projet.</p> <p>ART. 94. — Comme au projet.</p> <p>ART. 95. — Comme au projet.</p> <p>ART. 96. — Nul ne peut faire partie du Conseil municipal et du Conseil bourgeoisial de la même commune.</p> <p>ART. 97. — Comme au projet.</p> <p>ART. 98. — (Réd.) — La loi détermine les autres cas d'incompatibilité, ainsi que l'interdiction du cumul de certaines fonctions.</p> <p>ART. 99. — Comme au projet.</p> <p>ART. 100. — (Réd.) — Le Conseil d'Etat pourvoit à la promulgation des lois et des décrets et fixe le jour de leur mise à exécution..... (comme au projet).</p>	

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de Minorité
<p>ART. 100. — Le peuple peut, par voie d'initiative, demander la revision totale ou partielle de la présente Constitution.</p> <p>L'initiative peut revêtir la forme d'une proposition conçue en termes généraux ou celle d'un projet rédigé de toutes pièces.</p> <p>Dans l'un et l'autre cas, la demande doit être appuyée par la signature de six mille citoyens actifs.</p> <p>ART. 101. — Lorsque la demande est conçue en termes généraux, elle sera soumise à la votation du peuple avec un préavis du Grand Conseil, si celui-ci le juge opportun.</p> <p>Les Assemblées primaires décideront en même temps si, en cas de vote affirmatif, la revision doit être faite par le Grand Conseil ou par une Constituante.</p> <p>Si la demande revêt la forme d'un projet rédigé de toutes pièces, le Grand Conseil en délibérera en deux sessions ordinaires. S'il donne son approbation, le projet sera soumis tel quel à la votation du peuple. Dans le cas contraire, le Grand Conseil pourra en proposer le rejet ou lui opposer un contre-projet.</p> <p>Le contre-projet ou la proposition de rejet seront soumis à la votation en même temps que le projet émané de l'initiative populaire.</p> <p>ART. 102. — Si la revision se fait par le Grand Conseil, elle sera discutée dans deux sessions ordinaires.</p> <p>Si elle se fait par une Constituante, elle sera discutée en deux débats.</p> <p>Les élections à la Constituante se feront sur la même base que les élections au Grand Conseil. Aucune des incompatibilités prévues pour ces dernières ne leur est applicable.</p> <p>ART. 103. — Le Grand Conseil peut aussi reviser la Constitution, selon les formes fixées pour l'élaboration des lois, après avoir voté l'opportunité de la revision dans deux sessions ordinaires.</p> <p>ART. 104. — La Constitution revisée sera soumise à la votation du peuple.</p>	<p>ART. 101. — Comme au projet.</p> <p>Les assemblées primaires décideront en même temps si, en cas de vote affirmatif, la revision doit être totale ou partielle, et si elle doit être faite par le Grand Conseil ou par une Constituante.</p> <p>ART. 103. — Si, par suite du vote populaire, la revision doit se faire par le Grand Conseil, elle sera discutée en deux sessions ordinaires.</p> <p>ART. 104. — Le Grand Conseil peut aussi, de sa propre initiative reviser la Constitution.</p> <p>Dans ce cas il doit suivre les formes fixées pour l'élaboration des lois, après avoir voté l'opportunité de la revision dans deux sessions ordinaires.</p> <p>ART. 105. — La Constitution revisée par le Grand Conseil ou par une Constituante est soumise à la votation du peuple.</p>	

Projet du Conseil d'Etat	Propositions de la Commission	Propositions de Minorité
<p>ART. 105. — La majorité absolue des citoyens ayant pris part au vote décide dans les votations ordonnées en exécution de l'art. 101.</p> <p>ART. 106. — Toute demande de revision sera adressée au Grand Conseil. Les signatures qui l'appuient seront données par commune et la capacité électorale des signataires devra être attestée par le président de la commune. Celui-ci devra également s'assurer de l'authenticité des signatures qui lui paraîtraient suspectes.</p> <p>TITRE IX</p> <p>Dispositions transitoires</p> <p>ART. 107. — Les élections prévues par la présente Constitution n'auront lieu qu'à l'expiration des termes fixés par la législation actuelle.</p> <p>La disposition relative à la réduction du nombre des députés ne sera applicable qu'à partir du prochain recensement de la population.</p> <p>La nouvelle loi électorale devra entrer en vigueur le 1^{er} Janvier 1908 au plus tard.</p> <p>Ainsi projeté en Conseil d'Etat, à Sion, le 4 Mai 1905.</p> <p><i>Le Président du Conseil d'Etat,</i></p> <p>de Preux</p> <p><i>Le Vice-Chancelier d'Etat,</i></p> <p>Osw. Allet.</p>	<p>ART. 106. — Ajouter à la fin « l'art. 104 » et dire en exécution des art. 102 et 105.</p> <p>ART. 107. — Toute demande de revision émanant de l'initiative populaire sera adressée, etc.,..... comme au projet.</p> <p>Une nouvelle loi électorale sera présentée au Grand Conseil avant le 1^{er} janvier 1908.</p>	